

# Le procès Mladic, un verdict pour l'histoire

La Haye Ratko Mladic, l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie-Herzégovine a été condamné à la réclusion à perpétuité.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin  
Correspondants dans les Balkans

Ratko Mladic n'aura pas assisté à la sentence prononcée contre lui. Evacué de la salle d'audience après avoir refusé de s'asseoir et crié "Vous mentez!" à l'adresse de ses juges, l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie-Herzégovine a été condamné à perpétuité pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En cinq ans d'un procès-fleuve devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), à La Haye (Pays-Bas), 300 témoins se sont succédé à la barre et plus de 10 000 éléments de preuve ont été rassemblés, une documentation nécessaire pour remonter le fil d'un conflit qui a fait 100 000 morts et deux millions de réfugiés. Durant l'énoncé du verdict, le juge Alphons Orie a égrené la longue liste des villes martyres, il a détaillé les meurtres, les viols et les violences qui hantent toujours la Bosnie-Herzégovine. "Les crimes commis se classent parmi les plus haineux connus du genre humain", a-t-il déclaré en annonçant le verdict.

## "Ecrasante responsabilité" pour le drame de Srebrenica

L'ancien général a notamment été reconnu coupable pour son écrasante responsabilité de commandement sur les troupes qui pénétrèrent dans l'enclave bosniaque de Srebrenica, le 11 juillet 1995, et qui massacrèrent en quelques jours plus de 8 000 hommes et adolescents. "Sans son action, cette entreprise criminelle n'aurait pas été menée de la même manière", a affirmé le juge. "Les Serbes de Bosnie ont ensuite essayé de cacher le crime [de Srebrenica] en creusant et en enterrant les victimes bosniaques dans des fosses communes. Mais leur tentative a finalement échoué."

Ce verdict a été accueilli par un étrange mélange de larmes et de cris de joie par les survivants de Srebrenica

qui, comme beaucoup en Bosnie-Herzégovine, suivaient en direct la retransmission de l'audience. Présents à La Haye, les représentants des familles des victimes, dont Hajra Catic, membre de l'Association des mères de Srebrenica, se sont réjouis de "l'importance symbolique" du jugement, tout en regrettant que le caractère génocidaire des massacres commis à travers toute la Bosnie-Herzégovine dès 1992 n'ait pas été retenu.

## Mladic ira en appel

Le procès de Ratko Mladic n'est pas tout à fait clos, puisque l'avocat de l'accusé a annoncé qu'un appel serait déposé, et ce verdict a peu de chances de contribuer à apaiser les tensions dans la région. Dès le verdict connu, le membre serbe de la présidence tripartite de Bosnie-Herzégovine, Mladen Ivanic, a dénoncé la partialité du TPIY, soulignant que "le Tribunal de La Haye n'avait imposé que 50 ans de prison pour tous les crimes commis durant la guerre contre les Serbes", tandis que le Premier ministre bosniaque Denis Zvizdic rappelait que "la peine infligée ne ramènera pas les milliers de victimes de civils innocents, ni ne fera que les familles trouvent enfin la

*"Les crimes commis se classent parmi les plus haineux connus du genre humain."*

Alphons Orie  
Juge du TPIY.

paix". Milorad Dodik, le président de la Republika Srpska, l'entité serbe d'un pays toujours divisé a de son côté expliqué que le général était un "héros" et qu'il serait "jugé par l'histoire plutôt que par les tribunaux".

Son décalage un peu plus contrasté de l'autre côté de la frontière, en Serbie, où le président Aleksandar Vucic a appelé ses concitoyens à "regarder vers l'avenir", tout en précisant que "les crimes impunis contre les Serbes ne pouvaient pas amoindrir ceux commis par des Serbes". De son côté, l'Association serbe des femmes en noir a dénoncé le gouvernement de Belgrade, "dont certains membres partageaient les politiques qui ont mené au génocide". Il y a une dizaine d'années, ce même Aleksandar Vucic, encore membre du Parti radical serbe (SRS, extrême droite) collait en effet des affiches à la gloire de "Ratko Mladic, héros serbe". Aujourd'hui, aucune manifestation de soutien à l'accusé n'est prévue, signe que la ferveur nationaliste toujours entretenue par certains politiciens ne mobilise plus les foules.

## Le TPIY à l'heure des bilans

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) va officiellement cesser ses activités le 31 décembre, mais le verdict prononcé ce mercredi à l'encontre de Ratko Mladic sonne déjà la fin de cette juridiction. Seul subsistera un "Mécanisme", chargé de gérer son héritage et celui du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Sa principale mission sera de mener à bien la procédure d'appel introduite par Radovan Karadzic après son jugement de première instance, en mars 2016, et celle que

devrait déposer Ratko Mladic.

Présenté comme "un pas en avant" vers l'émergence d'une justice internationale permanente, le TPIY a été créé en 1993 par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Il devait juger les dirigeants et les commanditaires des crimes de guerre majeurs commis durant les conflits yougoslaves, les "gros poissons" et non les simples exécuteurs. En disant le droit et en individualisant les responsabilités dans les crimes commis, il devait contribuer à la réconciliation régio-

Les gouvernements de la Serbie et de la Croatie ont financé la défense des accusés.

nale, en permettant aux différentes sociétés de faire face à leur passé récent et de se dissocier des violences perpétrées "en leur nom". En réalité, la longue traque des inculpés s'est souvent apparentée à un interminable marchandage entre les gouvernements, le tribunal et l'Union européenne.

#### Marchandage

Alors que cette dernière exigeait une "coopération pleine et entière" des pays de la région avec la TPIY, la Croatie comme la Serbie ont monnayé le transfert de leurs inculpés contre l'avancée de leur processus d'intégration, comme si la justice n'était pas une fin en soi, mais un simple "prix à payer". Pire encore, les gouvernements des deux pays ont financé la défense des accusés, y compris Ratko Mladic dans le cas de la Serbie, tandis que ceux qui ont été libérés, qu'ils soient acquittés ou qu'ils aient purgé leurs peines, sont revenus en héros dans leurs pays respectifs.

A la veille du verdict Mladic, la presse serbe n'évoquait d'ailleurs que la santé vacillante de l'accusé et les "injustices" dont auraient été victimes les Serbes, pas les crimes reprochés à l'accusé. Le

tribunal a souvent manqué de pédagogie, sa procédure, inspirée par le droit anglo-saxon, permettant des négociations entre les accusés et la cour était souvent incompréhensible pour les victimes, tandis que sa politique pénale n'a pas contribué à clarifier les enjeux. Après avoir été condamnés à de très lourdes peines en première instance, les généraux croates Ante Gotovina ou Mladen Markac, tout comme l'ancien chef d'état-major serbe Momcilo Perisic, ont été acquittés en appel sans qu'aucune nouvelle preuve ne soit fournie, sur la base d'un simple changement de "l'intime conviction" des juges.

#### "Machine à acquitter"

Durant les années 2012 et 2013, le TPIY a semblé ainsi devenir une étrange "machine à acquitter", chacune de ces décisions étant aussitôt saluée dans les pays d'origine des accusés. "C'était comme un match de football", s'indignait alors le militant croate des droits de la personne Zoran Pusic. "Un Croate acquitté ? 1-0 pour la Croatie, et ensuite, la Serbie égalisait..." Début novembre, les visites du président du TPIY, le juge Carmel Angius,

en Serbie, et du procureur général Serge Brammertz à Sarajevo, avaient des allures de tournée d'adieu. C'est désormais aux justices locales qu'il appartiendra de poursuivre les criminels de guerre supposés, même si un nouveau tribunal spécial, chargé de juger les crimes de guerre supposés de l'UÇK, l'ancienne guérilla albanaise du Kosovo, devrait émettre ses premières inculpations dans les semaines à venir.

C'est en constatant ces échecs de la justice internationale que de nombreuses organisations de la région ont lancé, en 2010, une initiative pour la création d'une "Commission Vérité et réconciliation régionale". Pourtant soutenue par des dizaines de milliers de signatures de responsables politiques ou associatifs et de citoyens ordinaires de toutes les républiques post-yougoslaves, cette initiative tarde à se concrétiser. Avant tout parce que les gouvernements de la région préfèrent se contenter de la fermeture du TPIY pour tourner la page. Quitte à faire, une fois de plus, passer sous le boisseau les exigences de justice.

J.-A. D. et L.G., dans les Balkans